

## Avant qu'il ne soit trop tard

# Voir les choses en face

Le 28 novembre 1991 s'est achevé le procès des putschistes du 8 Juin. L'histoire présidait la cour. Le recul, l'impartialité, l'éphémère et la sagesse composaient les Jurés. Le procureur de la République exprime le dit officiel ; le Cdt MOC, le non dit collectif.

Ce fut long ; par temps ennuyeux et par d'autres fascinant et tragique. Pendant ces journées mémorables, le caractère humain déploya le registre de toutes ses virtualités.

Nous reprenez ici le principal échange qui eut lieu entre le Cdt MOC et le procureur de la République. On rappelle aussi le verdict. Le procureur de la République : tude et de fois. La question ; pourquoi un tel homme s'est transformé subitement en bandit de grand chemin ; pourquoi avoir organisé et commandé la tentative criminelle du 8 Juin. Avec vos amis, vous avez tenté de renverser les institutions par la violence armée. Des innocents furent tués ; des dizaines d'autres furent blessés, les biens publics furent dévastés sans oublier les biens privés. Vous avez fait chanceler la démocratie et les institutions ; Vous avez failli à votre serment et à votre honneur d'officier républicain.

Cdt MOC comme vous le voyez votre crime est énorme. C'est pour cette raison que je demande contre vous la peine capitale.

Silence total sous la voûte.

.....Le président : La parole est pour le Cdt MOC

Ce dernier se leva, quitta le box où à côté de lui se tenait imperturbable S.H. Puis il vint s'installer devant la cour face au micro. L'officier dégageait paradoxalement une grande humilité. On devinait de la force intérieure.

Respectable cour !

Si j'ai tenu à plaider directement ma cause, notre cause, c'est avant tout pour éviter toute fausse interprétation de nos pensées et de nos motivations. Nos avocats sont nombreux, de qualité ; mais c'est là un choix qui comporte il est vrai ses risques..

Mr le Procureur vient d'évoquer les morts, les blessés, la destruction des biens etc. Comme lui, nous regrettons profondément ces événements tragiques. Mais Mr le procureur s'est arrêté en cour de route, il n'a vu ou voulu voir qu'une seule face de la violence. Pourtant chacun sait que pour être pleinement compris, tout acte doit être analysé à travers l'action qui le constitue et aussi à travers le déploiement des réactions qu'il engendre.. Mutilé de l'un de ces termes, la vérité se diffracte et se perd. C'est pour parer à cette lacune dangereuse que je me propose de poursuivre le travail commencé par Mr le Procureur de la République :

Honorable cour, les dramatiques événements du 8 Juin viennent affronter et sanctionner une violence bien plus grande et plus dangereuse puisque distillée derrière le slogan et la façade.

Notre violence a duré deux jours, celle que nous combattons dure depuis 17 ans. La nôtre a emporté malheureusement quelques morts et fait des blessés quand en face ce sont des milliers de morts. Dans nos hôpitaux mourants, dans nos campagnes et dans nos bidonvilles chacun sait l'ampleur de la tragédie. Les milliards censés sauver ces citoyens ont disparu dans les poches de nos responsables corrompus. Ce sont ces criminels qui règlent aujourd'hui le protocole des visites officielles et qui mènent les campagnes électorales du parti-État. Et ça continue. Pour établir un quelconque acte administratif (passport, acte de naissance, permis d'occuper, carte d'identité, certificat de décès etc.) le citoyen doit payer et se prosterner. Pour postuler à un emploi ou faire carrière, le mérite et l'expérience constituent paradoxalement un handicap. Nous n'avons pas de gouvernement. Une mafia de réseaux tire les ficelles de chaque département. Nous n'avons pas d'administration ; le bakchich règne au niveau de chaque service. Nous n'avons pas de système judiciaire ; le magistrat véreux et inconsistant supplante et commande quand le juge honnête reste à la marge.

Les marchés publics sont l'affaire d'une poignée.

Honorable cour. Par la faute de ce chaos indescriptible, notre peuple est réduit en esclavage. Nos processions se perdent à l'horizon devant les portails de ces nouveaux maîtres. Cette caste règne et sévit. Aveuglée par l'arrogance et l'ignorance de l'histoire, elle tire le pays vers le chaos ; le nôtre et le sien. Imperturbable et suffisante, elle poursuit son oeuvre de sape.

Les mises en garde la laissent de marbre

Honorable cour, laissez moi parler aussi de la violence politique ; la démocratie que nous revendiquons à long terme de journée n'est en réalité qu'un voile troué. Cette liberté pourtant reconnue par la constitution reste comme dit la chanson un mot rien que des mots, toujours mêmes mots. Notre embryonnaire presse évolue dans un sentier de l'acceptable que balise l'humour du ministre de l'intérieur. Nos partis politiques sont fréquemment interdits. Leurs leaders emprisonnés. On connaît la suite réservée aux demandes de manifester ou d'organiser des meetings. Nos différentes élections sont une mascarade et un coup d'état permanent. Chez nous la politique n'a plus de repères ni de balises. Elle s'est défaite depuis longtemps de toute morale et de toute dignité. Et pire tous les intérêts qu'elle est censée défendre sont mal compris. Un pragmatisme de bas étage la dispute à la cécité historique. Le politique se confond avec le sécuritaire.

Honorable cour, permettez moi de continuer. Peut être s'attend-on à ce que je passe sous silence nos motivations subjectives. Non. Là aussi je continue-

rai dans le sens de la franchise : L'armée nationale est une institution en principe neutre. Notre silence consacre la démocratie et la souveraineté du peuple. Il sert la collectivité et ses représentants légitimes. Ce silence consacre, constate et accompagne une scène politique pacifiée, des institutions anonymes qui marchent et un conflit civilisé des intérêts. Ce silence dit une armée vigilante sur les frontières, loin des arcades d'un pouvoir politique légitime. Laissons à présent la théorie. Regardons la réalité en face : sur ce registre aussi, la violence inouïe du système, que je viens d'évoquer a fait naître d'autres nécessités et d'autres missions pour cette institution. De bouclier de la nation, l'armée nationale est devenue le bouclier de l'arbitraire, le gardien du trésor et le garant de la fraude et de l'impunité. Dans ces conditions, il était inévitable que l'esprit de corps et la compétence cèdent le terrain au profit du souci sécuritaire. Les relations sociales comme la parenté ou l'asabiyah supplantent le mérite, la discipline et la hiérarchie. Un sommet de pyramide où trônent le népotisme et les affaires et un gros de corps où trône la misère et la marginalisation. Bref, l'armée nationale fait partie de ce corps national qui souffre. C'est pour cette raison que la frustration psychologique, économique et professionnelle du soldat alimente en partie le terreau de la révolte du 8 Juin.

Honorable cour, la situation est pourrie ; le nivellement par le bas (la médiocrité) s'acharne sur nos valeurs et partant il nous coupe de notre histoire et de nos racines. Les différenciations absurdes et inacceptables par le biais de la corruption et le népotisme asphyxient notre présent. Et à l'horizon, aucun signe annonciateur pour l'espérance et pour l'avenir.

Honorable cour ; arrivé au terme de ce descriptif macabre, il me reste à situer la part de responsabilité du pouvoir. J'essayerai aussi pour ma part d'être impartial : Nous n'avons jamais dit ou pensé que la responsabilité intégrale de tous les malheurs que je viens d'évoquer incombe directement au seul pouvoir actuel. L'histoire et la sociologie possèdent leur part dans la détermination de ce qui nous arrive : La déstructuration irréversible de nos modes d'organisation traditionnels a eu pour conséquence l'érosion de nos normes et de nos repères. La persistance de restes substantiels des identités tribales et claniques nous interdit l'âge citoyen. Les enjeux inhérents à notre intégration à la modernité comme par exemple l'impact de la société de consommation sur la perméabilité de nos élites devant la corruption s'acharnent aussi sur nos scrupules moraux. Tous ces facteurs réunis jouent contre la justice sociale, la bonne gouvernance et l'émergence d'une véritable identité nationale.

Honorable cour, l'existence de tel handicap structurel peut donner l'impression que l'actuel pouvoir est innocent ; que l'origine de toutes ses violences le dépasse.

En réalité il n'en n'est rien :

En restant de marbre devant les

méfais de cette gangrène, il la cautionne et se l'approprie. Finalement, par le biais de ce détour, toute la responsabilité finit par lui retomber sur la tête : Il se sert de cette difficile transition et de ses maux pour nous transformer en clochards et en mendiants bini oui oui. Il instrumentalise nos fragilités et notre misère au profit de sa pérennité économique et politique : Il choisit l'impunité de la corruption comme mode de cooptation politique, le népotisme comme procédé pour gérer le lien de sang et la confiance et la fraude et l'exclusion pour le domaine politique.. Et partant, il abandonne les scènes économiques, sociales et politiques à la violence mortelle de cette "mafiosisation" à l'œuvre. L'omniprésence tout azimut de cette injustice et de cette usurpation recouvre de la superbe de son hégémonie tous les effleurements d'actions positives comme celle touchant les domaines des infrastructures, de l'état civil, ou encore de celui l'alphabétisation. Bref quoi qu'on soit tenté de lui trouver des alibis, la responsabilité du pouvoir actuel dans l'approfondissement de notre dérive est directe et énorme.

Honorable cour, arrivé au terme de mon propos, je conclus par dire qu'il vous incombe maintenant de dire le droit ; mais encore une nouvelle fois permettez moi de faire remarquer qu'il y'aura de justice qu'une fois les violences des uns et des autres comparées et jugées ensemble. A moins qu'il ne soit définitivement établi que seuls les vaincus ont toujours tort. Le jeune commandant venait de terminer. Il salua de la tête la cour et l'auditoire et regagna calmement le box. A la demande du Président, les jurés et les conseillers se retirèrent. Leur délibération dura jusqu'à tard dans la nuit. Lorsqu'ils revinrent, la sagesse en tant que doyenne d'âge fut déléguée pour parler en leur nom.

La sagesse : Mr le Président, respectable auditoire.

Mes collègues et moi-même avons écouté attentivement les propos du jeune commandant MOC ainsi que ceux de Monsieur le procureur de la République. Nous en avons longuement discuté. Nos conclusions sont les suivantes : Conscients qu'au stade où nous sommes arrivés les choses, il nous faut inventer un chemin qui nous permette de marcher à nouveau ensemble. Conscient que l'injustice a épuisé toutes les virtualités du tolérable et que continuer sur la même lancée comme si de rien n'était revient un crime contre l'humanité mauritanienne ; conscient qu'il est temps de tirer les leçons et que l'option sécuritaire ne peut plus à elle seule continuer de sévir et de régir.

Conscient que les procès simulacres ou réels nous détournent de l'essentiel, que condamner à mort ou ne pas condamner, devient chacune lourde de conséquence.

Conscient que procéder ainsi signifie qu'on entretienne la crise, et qu'on va tout droit vers l'éclatement.

Conscients aussi que les putschs ne résolvent rien, que le coup d'état reste une négation de la liberté collective et individuelle, une usurpation, un acte

gangster, une impasse.

Conscient de tout cela, mes collègues et moi-même renvoyons dos à dos la violence officielle et la violence des insurgés. Notre souci permanent a été dès le début de nous focaliser sur l'un des pôles de la crise aux dépens ou en faveur d'un autre. Incriminer seulement celui-ci (les putschistes) ou celui là (le régime) voudrait dire que nous contribuons à placer une bombe à retardement. Que nous cautionnons qu'un chaos l'emporte sur un autre, que nous alimentons le feu. Nous avons préféré regarder la situation du pays dans son ensemble : un choc de violences, une violence officielle : de fait, maligne, installée, au quotidien, non adossée sur un contrat social fondateur d'un politique pacifiée, ni sur un droit impartial ni sur une bonne gouvernance avérée ni même sur une bonne volonté affichée et en face la violence des putschistes : une violence de réaction tout aussi arbitraire qui s'autoproclame conscience collective et bras salvateur. Violence contre violence. Chaos contre chaos. Une impasse.

Faire face à cette atmosphère de fracture exige de notre part que le verdict soit exemplaire ; c'est ce que nous avons fait. La peine capitale. Contre les deux menaces de chaos. La mise à mort de tous les putschs furent-ils ceux des vainqueurs ou des vaincus. Concrètement nous prônons l'ouverture politique et la démocratie. Dorénavant, il n'y a de solutions que politique. Mr le Président, honorable auditoire, pour inaugurer cette quête de l'espoir, nous avons accepté de prendre le risque mes amis et moi-même de vous proposer un scénario : L'ouverture politique sous la forme d'un dialogue entre l'opposition et le pouvoir. En sachant qu'au préalable, dans l'intérêt national, chacun aura clairement compris la nécessité du compromis pour négocier le nouveau tournant.

Que l'opposition reconnaisse Maaouya, président de la République pour la durée restante du présent mandat, ensuite qu'on mette en place un gouvernement d'union nationale. Qu'on dissolve le parlement. Qu'on organise des élections législatives anticipées et transparentes. Et enfin que les partis représentés dans la nouvelle chambre votent une amnistie générale pour tous les crimes et délits d'ordre politique et autre commis avant cette date y compris en faveur de vous-même Commandant MOC et en faveur de vos amis. Je précise que cette amnistie recouvre tous les moments douloureux de l'histoire de notre jeune pays.

Cet instant solennel, ce premier acte de la nouvelle chambre annonce la paix civile retrouvée. Mais il annonce aussi le début d'une autre épreuve mais cette fois exaltante : Le début du véritable travail de redressement national.

Monsieur le Président, respectable auditoire.

Que Dieu nous vienne en aide.

SIDI MOHAMED OULD KHATTARY